

LE PREMIER LIVRE CONSACRÉ À LA RÉGION GRAND EST PUBLIÉ PAR UNE JOURNALISTE ORIGINAIRE DE FORBACH

Pascale Braun : "La frontière est

Malgré les difficultés persistantes de mobilité, d'harmonisation et de langue, la journaliste forbachoise Pascale Braun croit en un essor des coopérations transfrontalières qui passera par la nouvelle région Grand Est. Tout le sujet de son dernier livre, paru en septembre.

L

es élus lorrains s'accordent depuis longtemps sur les grandes difficultés transfrontalières à surmonter (mobilité, barrière de la langue), sans pour autant

avoir réussi à les régler. Cette impuissance ne va-t-elle pas s'aggraver avec l'élargissement du territoire régional né du Grand Est ?

Pascale Braun, journaliste : je ne crois pas que la création de cette grande région constitue un désavantage, en terme d'échanges avec les pays voisins. Peut-être parce qu'on ne pouvait pas faire plus compliqué avant. Une plus grande échelle, avec des interlocuteurs mieux identifiés, pourrait justement favoriser ces relations. Sur le constat, il est vrai qu'une certaine forme de coopération transfrontalière piétine depuis vingt ans : la "Grande région" (groupement européen de coopération transfrontalière réunissant des territoires allemands, belges, la Lorraine et le Luxembourg, ndlr) n'a su imposer qu'un nom, aujourd'hui confondu avec celui du Grand Est. Les autres institutions transrégionales existantes le long de la frontière, elles, ont peu de poids politique et ne cherchent pas forcément à en avoir davantage.

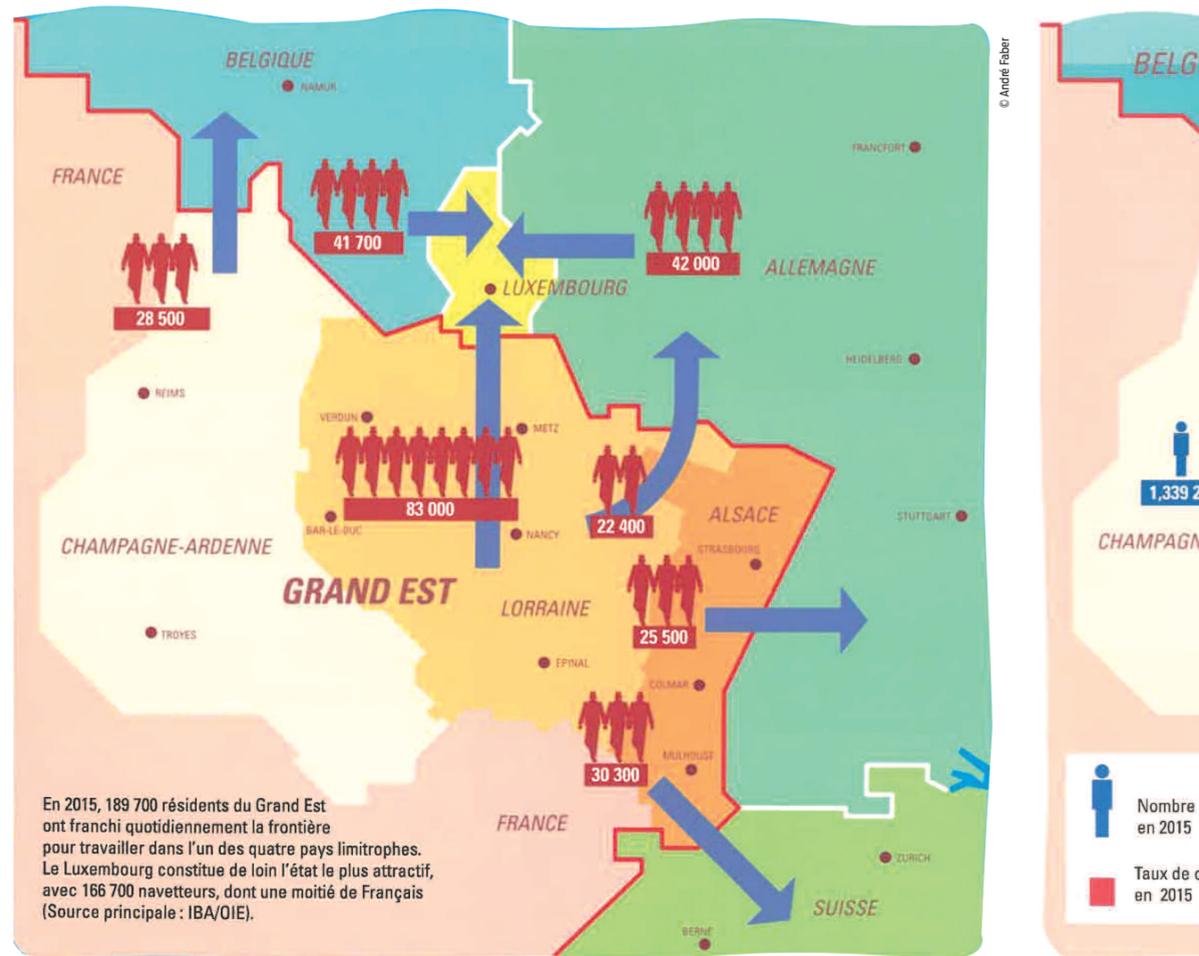
Cette réalité ne veut pas dire qu'il ne s'est rien passé avant la fusion de l'Alsace, de la Lorraine et de la Champagne-Ardenne : dans le domaine de l'emploi, un accord-cadre sur la formation des apprentis entre l'Alsace, le

land allemand du Bade-Wurtemberg et une partie de celui de Rhénanie-Palatinat a été signé en 2013, suivi par un autre entre la Lorraine et la Sarre en 2015. Sans compter l'initiative très porteuse lancée par la ministre-présidente du land de Sarre, Annegret Kramp-Karrenbauer, la **Frankreich Strategie** (qui doit permettre à la Sarre et à ses habitants de devenir parfaitement bilingues d'ici 2043, ndlr).

Cette annonce formulée en 2013 a été spectaculaire, mais son contenu reste tout à fait pragmatique : il embrasse des dimensions économiques et de coopération universitaire, en plus du sujet linguistique.

Quatre des dix départements du Grand Est ne possèdent aucune frontière vers un pays voisin. N'est-ce pas un frein à l'accroissement de la politique transfrontalière dans cette nouvelle région ?

P.B. : personnellement, lors de mes recherches, je n'ai pas remarqué de profondes disparités entre ce qui a été réalisé dans le domaine en Alsace (dont les deux départements sont frontaliers, ndlr) et en Lorraine (dont seule la Moselle possède une large frontière avec d'autres pays, ndlr). De plus, la réponse lorraine à la Frankreich Strategie allemande a été essentiellement portée par Mathieu Klein, président du conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, un territoire qui n'a pas de frontière commune avec l'Allemagne. Cet exemple pose justement le principe d'une solution élargie. Dans cette philosophie, le Grand Est peut à mon sens offrir plus de moyens à la coopération transfrontalière qu'une juxtaposition



d'organismes éparpillés sur les seuls secteurs limitrophes des pays voisins de notre région.

Ces dernières années, le discours politique transfrontalier s'est résumé à la nécessité économique de travailler chez le voisin, notamment à travers la promotion de l'allemand dit "technique" plutôt que littéraire. La coopération peut-elle se résumer à cette approche utilitaire ?

P. B. : bien sûr que non. Il n'y a pas

moins attractif, pour faire aimer l'allemand, que de le découvrir par l'apprentissage de noms d'outils ou de procédés industriels. Les élus se trompent, à mon sens, lorsqu'ils réduisent l'attractivité transfrontalière à cette dimension utilitariste, et je ne pense pas qu'elle fonctionnera en ces termes. Camille Gira, secrétaire d'Etat au Développement durable du Luxembourg, propose une idée intéressante : réactiver les jumelages de villes. Non pas entre des communes très éloignées, comme on en a l'habitude, mais entre des agglomérations toutes

proches, de part et d'autre de la frontière.

Ce jumelage de proximité permettrait à l'ensemble d'une population transfrontalière d'avoir une bonne raison d'aller chez le voisin, au quotidien. Pour moi, cette solution constituerait l'ouverture transfrontalière la plus concrète. Car **ce n'est pas parce qu'un frontalier lorrain travaille au Luxembourg qu'il développe pour autant une vision transfrontalière et un lien particulier avec ce pays.**

Le nombre de dialectophones et

Le Grand Est parle à l'Europe

Premier ouvrage consacré à la nouvelle région depuis sa fusion, « Grand Est, l'Europe entre voisins » réalise un bilan thématique, chiffré et prospectif des initiatives transfrontalières et de leurs enjeux dans ce coin de France limitrophe du Luxembourg, de la Belgique, de l'Allemagne et de la Suisse.

« Il valait mieux écrire le premier livre sur le Grand Est, que le dernier sur la Lorraine. » Voilà comment la journaliste d'origine forbachoise Pascale Braun (notre photo) explique aujourd'hui, avec humour, la naissance de son dernier ouvrage paru en octobre. Pensé avant la fusion de l'Alsace, de la Champagne-Ardenne et de la Lorraine, Grand Est, l'Europe entre voisins devait à l'origine traiter uniquement de la troisième région, cadre de son travail depuis 2003 à travers le site web d'économie Correspondances lorraines. « Dès le début de ces correspondances, j'ai voulu leur

donner une dimension transfrontalière, l'un des domaines qui m'intéresse le plus », confie-t-elle. « Au moment où le mariage de ces trois régions a été officialisé, plutôt que de m'arrêter aux polémiques qui s'en sont suivies, je me suis posé une question : qu'ont-elles véritablement en commun ? »

La réponse se trouve dans son livre : les échanges transfrontaliers, au sein du territoire hexagonal désormais doté de la plus grande façade partagée avec des pays voisins. Les 800 kilomètres de frontière étalés entre Charleville-Mézières (Champagne-Ardenne) et Mulhouse (Alsace), bordent la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse, où plusieurs dizaines de milliers de frontaliers français vont travailler chaque jour.

Coopération totale

18 mois d'investigation et plus d'une centaine d'interviews ont mené Pascale Braun à un constat sans appel : « La

frontière est une chance, ne pas l'exploiter revient à se priver d'opportunités », résume-t-elle. « Le Grand Est est la région de France où les coopérations transfrontalières sont les plus intenses et multiples. On le voit dans les domaines de l'emploi et de la mobilité, notamment avec l'attrait des Lorrains pour le Luxembourg, mais aussi dans l'urbanisme avec de grands projets transfrontaliers (la ville du futur 3Land entre l'Alsace, l'Allemagne et la Suisse, Alzette-Belval entre Meurthe-et-Moselle et Luxembourg, ndlr) et dans l'environnement avec, par exemple, la réintroduction du saumon dans le Rhin prévue d'ici 2020 après soixante ans d'absence. »

Autant de thèmes abordés sous la forme de chapitres très documentés, avec l'aide de l'illustrateur de presse André Faber, du graphiste Arnaud Hussenot et du journaliste Christian Robischon. **L'histoire des multiples initiatives transfrontalières nées le long de la frontière y alimente la recherche d'un**

projet plus grand, celui d'une coopération franche, équilibrée et totale qui reste à trouver entre ces pays.

Harmonisation

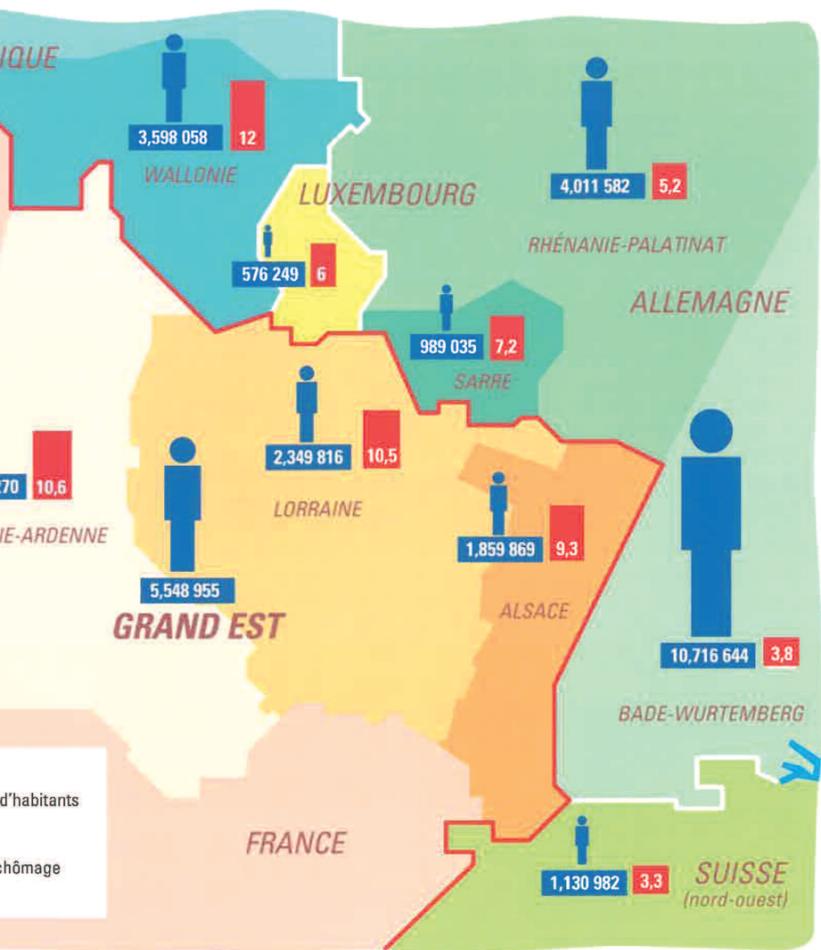
« Le retour des contrôles aux frontières suite aux attentats terroristes de l'an dernier en France m'a glacée, et montre qu'une frontière se ferme beaucoup plus facilement qu'elle ne s'ouvre », constate Pascale Braun. A l'heure où le repli national touche certaines parties de l'Union européenne (UE), **l'ouvrage de la journaliste lorraine illustre tout l'enthousiasme et la nécessité de se projeter chez le voisin** : « Les pays frontaliers du Grand Est sont tous d'une importante richesse touristique, intellectuelle et patrimoniale. Suite au Brexit, la place du Luxembourg comme plaque tournante de la finance risque encore de se renforcer », estime l'écrivaine. Malgré les difficultés d'harmonisation entre la France et ces pays, les raisons de croire à la coopération transfrontalière



s'avèrent légion : « L'UE, à travers son fonds de financement Interreg, a beaucoup contribué à la coopération transfrontalière sur le territoire. Même si l'on peut regretter le technocratisme et la lourdeur des dossiers de subvention de ce fonds », note Pascale Braun. « Depuis cette année, la Sarre et le Grand Est ont des bureaux communs à Bruxelles, au sein de l'Europe, comme les prémices d'une grande région élargie. » Une première, probablement pas la dernière du genre. +

Grand Est, l'Europe entre voisins est en vente au prix de 20 euros sur : www.correspondanceslorraines.fr

une chance”



de locuteurs allemands continue de baisser en Alsace et en Lorraine, malgré de nombreuses initiatives en la matière. Ces dernières ne sont-elles pas vaines, face à ce problème qui semble inextricable ?

P. B. : La Moselle-Est, où une histoire commune a longtemps lié Allemands et Français et garanti encore aujourd'hui un nombre important de locuteurs, a su reconstruire bien mieux qu'ailleurs ses relations transfrontalières depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. D'un autre côté, un "Startup show" organisé à Metz au mois d'avril a montré que les jeunes entrepreneurs français et allemands se comprennent très bien entre eux... lorsqu'ils parlent anglais. On peut imaginer que les progrès des logiciels de traduction contribueront, eux aussi, à estomper toujours plus les barrières linguistiques à l'avenir.

Si la Frankreich Strategie du land de Sarre et la stratégie Allemagne de la Lorraine portent leurs fruits, le Grand Est pourrait devenir la première région française trilingue avec un apprentissage renforcé de l'allemand, sans oublier l'anglais. Ses habitants pourraient en tirer un atout considérable.

Au-delà de la langue, il est rageant de constater que les frontaliers sont confrontés à des difficultés quotidiennes comme l'absence d'équivalence pour de nombreux diplômes ou le changement de réseaux de téléphonie mobile à l'approche du pays voisin. Les meilleures volontés du monde peuvent facilement s'épuiser, face à ce qui pourrait être décrit comme un vieux réflexe jacobin : l'université de Reims-Champagne-Ardenne possède un super-calculateur nommé ROMEO, mais manque d'infrastructures pour stocker ses données. La Wallonie toute proche soutient, elle, une politique de

data-center et pourrait résoudre ce problème, mais il semble que l'université préfère garder son indépendance sur ces stockages.

La construction d'une coopération transfrontalière réelle et globale entre le Grand Est et ses pays voisins est-elle possible, alors qu'elle fonctionne à sens unique ?
P. B. : il est vrai qu'à l'heure actuelle, seule les lois de l'offre et de la demande semblent dicter les relations entre le Luxembourg et ses frontaliers, tout comme entre la Sarre et les Est-Mosellans. Chaque pays croit défendre ses propres intérêts, mais garde de fait prégnante la notion de frontière.

Tout l'enjeu réside aujourd'hui dans la péréquation fiscale : chaque année, le canton de Genève reverse une importante enveloppe financière aux collectivités locales de l'Ain et de la Haute-Savoie, qui lui fournissent de nombreux travailleurs frontaliers, afin d'aider au financement de nouvelles infrastructures. Dans le Pays-haut, en Meurthe-et-Moselle, ce n'est absolument pas le cas et c'est un problème (face à l'afflux d'habitants sur ce territoire, consécutif de l'attractivité du marché de l'emploi au Luxembourg, ndlr).

Si le Luxembourg n'a pas montré jusqu'ici d'envie irrésistible d'adopter un système de péréquation fiscale, l'idée que ses frontières ne s'arrêtent plus forcément à son Grand-Duché fait son chemin : un fonds transfrontalier entre la France, la Belgique, le Luxembourg et l'Allemagne est en gestation. Il pourrait financer des infrastructures dans le cadre de l'aménagement du territoire (au profit des frontaliers et des régions d'où ils sont originaires, ndlr) et donc régler de nombreuses difficultés, comme la saturation de l'A31. +

Propos recueillis par Arnaud Stoerkler



ÉLUS AFRICAINS À CREUTZWALD Un séjour tout sauf Bénin !

Une délégation d'élus béninois ont fait étape récemment à Forbach puis à Porcellette, afin de poursuivre le processus de décentralisation entamé au Bénin, il y a une quinzaine d'années.

Cinq élus, ainsi que le secrétaire permanent de l'Association des communes de l'Atacora Donga ont été accueillis, pendant une dizaine de jours, par l'Union des Maires de l'arrondissement de Forbach. Un partenariat datant de 2004, explique Paul Fellinger, actuel président de l'UMAF, rappelant « que ce rapprochement avait été initié à l'époque par un habitant d'Oeting, travaillant à la GTZ, organisme de coopération allemand. »

L'objectif étant la mise en place d'échanges avec des élus du Bénin, « intéressés par l'organisation territoriale française et notre projet de décentralisation ».

Deux conventions avaient déjà été signées en 2004 et 2008 et une troisième allait l'être ce 29 octobre, l'occasion de refonder les relations d'amitié et de travail, autour des problématiques d'aménagement du territoire, d'urbanisme, du développement économique, du tourisme et du patrimoine. Un partenariat qui a permis de renforcer la formation du personnel communal au Bénin, puisque huit secrétaires gé-

néraux de mairie et douze cadres des services techniques ont été formés en France depuis 2004.

Mais au-delà de la formation, il « faut encore renforcer les capacités techniques de notre personnel et former les élus », précise Ignace Ouaurou, Maire de Copango, sollicitant l'appui de l'UMAF pour la construction de « la Maison des Maires », « qui doit permettre de booster l'union en nos différentes communes ». Une dynamique nouvelle à la coopération existante qui déboucherait sur une meilleure protection de l'environnement et une autre politique du développement durable. Des exemples illustrés par la ville de Porcellette abritant plusieurs sites dédiés à la recherche et au développement. Avec ses laboratoires à la pointe de la technologie pour l'industrie aéronautique et automobile. Une ville qui a su, grâce au dynamisme de son maire Eddie Muller et de son équipe, mutualiser les énergies pour apporter à la collectivité des infrastructures de qualité tant sur le plan sportif, que culturel et social.

Ces échanges fructueux et amicaux ont permis de mettre en évidence notre qualité de vie et la chance de nos enfants de pouvoir accéder au savoir. +

Noël Waltherthum (clp)

EN IMAGES



SAINT-AVOLD UN MARCHÉ ÉQUITABLE

► C'est l'heure de bien manger, les 19 et 20 novembre à Saint-Avold. La Cimade (Comité inter-mouvements auprès des évacués, solidaire des migrants et réfugiés) et le CCFD Terre solidaire (Comité catholique contre la faim et pour le développement) organisent leur traditionnel marché du commerce équitable dans la salle des congrès communale, entre 14h et 18h. Objectif : inviter les consommateurs à devenir "consom'acteurs". +

Le mot 7e art

L'autre nom du cinéma, mis à l'honneur le 19 novembre à 19h30 pour une grande soirée de défis organisée à la médiathèque de Freyding-Merlebach : le public est invité à surmonter quizz, blind test et autres jeux de mime pour gagner de nombreux lots (infos : 03 87 00 23 48).

CARLING TOTAL PETROCHIMICALS NE FAIT PLUS APPEL

Le groupe pétrolier Total a annoncé à l'AFP le 3 novembre « avoir renoncé à l'appel qu'il avait formé contre sa condamnation pour sa responsabilité dans une explosion accidentelle ayant tué deux employés en 2009 sur sa plate-forme pétrochimique de Carling ». C'est « à la suite d'un dialogue avec les familles des victimes » que la société et l'ancien directeur du site « se désistent de leur appel du jugement dans le cadre du procès relatif » à cet accident. Le tribunal correctionnel de Sarreguemines avait condamné la filiale pétrochimique de Total à 200 000 euros d'amende et l'ancien directeur à un an de prison avec sursis et 20 000 euros d'amende, estimant « que la direction du site avait délibérément mis hors circuit un dispositif de sécurité ». +

PORCELETTE LE PRÉFET INAUGURE UN HÔTEL D'ENTREPRISES

Emmanuel Berthier, préfet de la Moselle, devait inaugurer le 9 novembre l'hôtel d'entreprises installé sur le Composite Park de Porcellette, une zone d'activités technologiques dédiée aux matériaux et énergies d'avenir. +

FORBACH UN CIRCUIT "AUTOUR DU TRI"

La communauté d'agglomération de Forbach Porte de France organise le 10 novembre une journée dédiée à la découverte du tri et de ses installations, en faveur des habitants des « quartiers prioritaires de la politique de la ville ». Au programme : visite de Méthavalor et du centre de tri de Sainte-Fontaine (Infos : 03 87 85 55 00). +

Le chiffre

3

Le nombre de courts-métrages rares et méconnus, dont certains encore sur pellicule, projetés par l'historien Daniel Collin dans le cadre d'une soirée sur l'épopée du charbon en Lorraine, le 10 novembre à la médiathèque communautaire de Sarreguemines à 20h30 (Infos : 03 87 28 60 80).